

Linkebeek : retour aux urnes après la démission des francophones

Les conseillers communaux de la majorité francophone de Linkebeek (13 élus sur 15) ont remis lundi soir leur démission, à l'issue d'un conseil communal tendu durant lequel ils avaient sollicité en vain la démission d'Eric De Bruycker,

un des deux élus de la minorité flamande, nommé bourgmestre par la ministre des Affaires intérieures flamandes Liesbeth Homans (N-VA) le 4 octobre dernier. Cette nouvelle étape du carrousel implique un retour aux urnes dans un délai de 50 jours, a annoncé Damien Thiéry (MR). ■

Vers un retour aux urnes à Linkebeek

PÉRIPHÉRIE BRUXELLOISE Les conseillers francophones ont démissionné en bloc

- ▶ Tensions et incidents lundi soir au conseil communal de Linkebeek.
- ▶ Les 13 élus francophones ont démissionné.
- ▶ En l'absence de quorum, on aura droit vraisemblablement à des élections anticipées.

Le conseil communal de Linkebeek, lundi soir, a tenu toutes ses promesses : gros chahut, présence en force des extrémistes flaminguants du Taal Aktie Komitee, incidents avec les médias venus couvrir les événements, et retour aux urnes dans les 50 jours. Pas moins. Reprenons...

Après que, le 4 octobre dernier, la ministre flamande de l'Intérieur, Liesbeth Homans (N-VA), refusant obstinément

« Liesbeth Homans peut suspendre la décision du conseil communal, mais ce serait juste reporter le problème » DAMIEN THIÉRY

(comme ses prédécesseurs) de nommer Damien Thiéry (MR, ex-FDF) au poste de bourgmestre, eut désigné d'autorité Eric De Bruycker, élu flamand de l'opposition, aux commandes de la commune à facilités de la périphérie, celui-ci n'a pas eu la confiance du conseil communal lundi soir. Comme prévu. En pire : les treize conseillers francophones, en effet,

n'ont pas seulement manifesté leur hostilité à l'égard du bourgmestre imposé par les autorités flamandes, mais ils ont démissionné purement et simplement.

Conséquence : en l'absence de quorum désormais au sein du conseil communal (il y a 13 élus francophones, et 2 flamands au total), la commune est ingérable, et dans ces conditions, tout indique que l'organisation d'élections anticipées est la seule « solution ». On parle d'élections anticipées « partielles », s'agissant de pourvoir à l'élection des 13 sièges occupés, on l'a dit, par les francophones démissionnaires. Mais Damien Thiéry nous expliquait lundi soir, à l'issue des événements, qu'il solliciterait les élus flamands afin qu'eux aussi libèrent leurs (deux) sièges et que l'on puisse ainsi s'orienter vers une élection grandeur nature à Linkebeek, impliquant citoyens

francophones et flamands, listes francophones et flamandes, dans les 50 jours, conformément aux règles en vigueur.

Liesbeth Homans peut-elle influencer le cours des choses ? Damien Thiéry ne le croit pas : « Nous avons étudié tout cela de très près avec les avocats du MR, vous l'imaginez, et la ministre flamande peut sans doute suspendre la décision du conseil communal, mais ce serait juste reporter le problème, qui restera entier pour elle ». Le bourgmestre non nommé puis remplacé n'a pas de mots pour qualifier l'attitude d'Eric De Bruycker : « Il avait contacté les extrémistes du TAK

pour qu'ils viennent nombreux à Linkebeek lundi soir, ce qui fut le cas, ils étaient une centaine, et ils ont littéralement envahi les lieux, occupé toutes les places dévolues au public, alors que les médias, les chaînes de télé, ont été repoussés à l'extérieur... J'y vois une atteinte à la liberté de la presse, et la liberté d'expression ».

Autant dire que la campagne électorale débute dans la bonne humeur. En attendant, le collège sortant (De Bruycker, Ghesquière, Geeurickx et Thiéry) gèrera la commune tant bien que mal, et veillera à l'organisation des élections. Damien Thiéry s'était engagé à se conformer à l'avenir à la loi flamande pour ce qui concerne l'envoi des convocations électorales (en flamand, donc). Il

maintient. Gare aux tensions communautaires tout de même, qui peuvent atteindre la majorité fédérale par contagion, où, on le sait, MR et N-VA gouvernent en partenaires au sein de la suédoise. Sûr d'être (ré)élu, Damien Thiéry sera-t-il cette fois « acceptable » pour le Nord ? Rik Otten, élu de la minorité flamande Prolink, en doute déjà. « Cette démonstration francophone n'amènera en aucune manière une solution, ni un déblocage de la situation à Linkebeek, a-t-il réagi. Et même si Thiéry est à nouveau élu, il ne sera jamais nommé bourgmestre par le gouvernement flamand. » ■

DAVID COPPI